



Nanterre, le 30 octobre 2012

Madame, Monsieur,

Depuis une dizaine d'années déjà, les gouvernements français, sous prétexte de sécurité routière, mènent une politique qui s'apparente de plus en plus à ce qu'on pourrait nommer une chasse à l'automobiliste.

Entamée sous Jacques Chirac, aggravée par Nicolas Sarkozy, cette politique absurde se poursuit aujourd'hui sous François Hollande et nous donne parfois l'impression que les automobilistes risquent davantage que les délinquants de nos quartiers.

Comme vous le savez, en 2011, 2080 radars automatiques, dont plusieurs éléments nous prouvent qu'ils sont trop souvent sur les axes les plus rentables et non les plus dangereux, étaient installés sur le territoire français. Ils ont rapporté l'an dernier 630 millions d'euros à l'Etat, privant au passage, à cause du permis à points, nombre d'honnêtes citoyens de leur permis de conduire pour avoir dépassé parfois de quelques kilomètres / heure seulement la vitesse autorisée.

Le prix des carburants, toujours à la hausse, et le récent durcissement par le gouvernement Hollande du malus écologique qui frappe les véhicules polluants, ajoutent à cette pression constante sur les automobilistes. Dans certains cas, l'alourdissement du malus est considérable et les familles, principales utilisatrices de grands véhicules, en sont les premières victimes.

Comme j'en ai pris l'engagement devant les Français durant la campagne présidentielle, et ainsi que notre projet le précise : il faut que cette politique de persécution fiscale des automobilistes cesse. La sécurité routière peut être obtenue bien différemment.

Nous proposons ainsi un changement de philosophie complet de la politique de sécurité routière, qui ne doit plus être punitive et budgétaire, mais pédagogique et utile.

.../...

***Les gouvernements
successifs mènent
une chasse
à l'automobiliste***

***Il faut que
cette persécution
fiscale cesse !***

***Supprimer le permis
à points et geler
les installations
de nouveaux radars***

***Prendre en compte
les inquiétudes
des motards***

***Baisser
immédiatement
les taxes sur
l'essence de 20%***

Parmi les mesures que nous préconisons, j'insiste sur la suppression du permis à points, dont l'existence a pénalisé un trop grand nombre de travailleurs et de ruraux. Les amendes continueront bien sûr de sanctionner les infractions au code de la route, mais les inconvénients du permis à points nous paraissent désormais plus importants que ses avantages.


Le gel des installations de radars me paraît être une nécessité : toute politique a besoin d'être évaluée de façon approfondie pour décider de sa poursuite ou de son abandon.

Une véritable politique de sécurité routière doit faire à nouveau de l'état des routes une priorité, alors que la décentralisation de certains tronçons dans les années 2000 a aggravé les dérives. J'estime de surcroît indispensable de rétablir l'éclairage supprimé sur nombre de voies rapides urbaines.

Parce qu'ils représentent 1% des usagers de la route mais 15% des tués, la prise en compte des inquiétudes des motards ne doit plus tarder. Je souhaite qu'un module soit prévu dans l'apprentissage du permis de conduire pour sensibiliser 4 roues et 2 roues à la cohabitation sur les routes. Nous devons aussi prévoir un mécanisme d'allègement des primes d'assurance pour les motards qui investissent dans des équipements de sécurité.

Concernant enfin le poids inadmissible du prix des carburants, je réitère ma proposition de baisse immédiate de 20% des taxes sur l'essence compensée par une surtaxation des immenses profits des grands groupes pétroliers et gaziers. C'est tout de suite 15 centimes par litre de gagnés. Cette solution a été expérimentée avec succès au Royaume-Uni.

Je reste à votre disposition, ainsi que mes équipes, pour approfondir l'ensemble de ces sujets, et vous souhaite une excellente continuation.



Marine Le Pen
Présidente du Front National